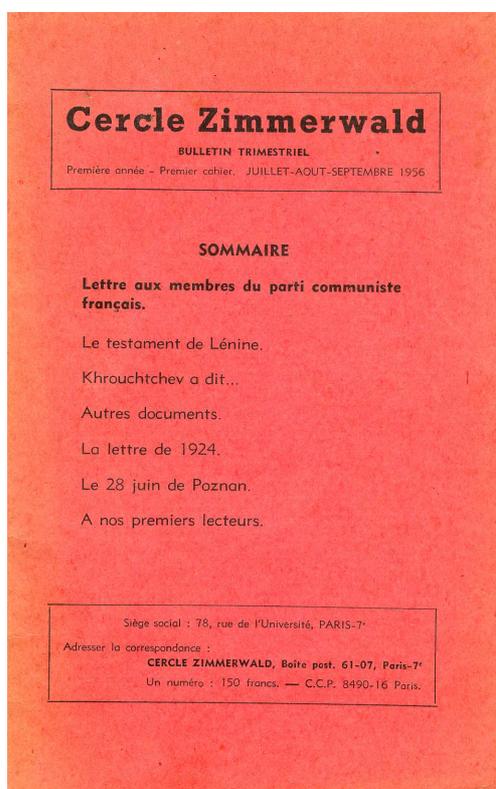


Le Cercle Zimmerwald



Le nom que nous avons choisi est à lui seul un programme. Comme ceux qui, en septembre 1915, se réunirent à Zimmerwald :

Nous ne nous plaçons pas sur le terrain de la solidarité nationale ;

Nous restons fidèles à la solidarité internationale du prolétariat et à la lutte de classe ;

Nous appelons la classe ouvrière à reprendre conscience d'elle-même et à lutter pour la paix.

Et, comme eux, nous ajoutons :

Cette lutte est une lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme ;

Mais la paix n'est possible qu'à la condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples :

Pas d'annexions, ni avouées, ni masquées, pas plus qu'un assujettissement

économique qui, en raison de la perte d'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable ;

Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable des rapports de nation à nation.

* * *

Telles furent les affirmations capitales des pèlerins de Zimmerwald.

Dans l'immense trouble d'aujourd'hui, quand les Etats réarment à une cadence folle et que se prépare, au prix déjà de lourds sacrifices pour les peuples, la guerre atomique pour la domination du monde – nous osons prétendre, nous, que ces affirmations restent pleines de sens.

L'époque actuelle et 1915 diffèrent en beaucoup de points. Mais la ressemblance fondamentale, l'identité réside dans le fait que le prolétariat se laisse emporter par les courants guerriers. On croit tout perdu du socialisme, de l'internationalisme prolétarien, et, pour justifier l'incorporation dans la guerre, on se fabrique une nouvelle théorie : « la guerre tuera la guerre, après avoir tué le militarisme prussien, le fascisme, l'hitlérisme, le stalinisme. »

Or, la première guerre mondiale n'a pas tué le militarisme prussien, ni les autres. Et, si la seconde a abattu Mussolini et Hitler, ç'a été pour renforcer le régime totalitaire de Staline.

L'origine de la vague de réarmement mondial est dans l'expansionnisme stalinien. En annexant à son empire, dès la fin des hostilités, tous les pays limitrophes, le stalinisme a dressé contre lui ses alliés du temps de guerre.

Et, comme il était inévitable, sa puissance, sans cesse accrue, a provoqué la formation d'une puissance antagoniste, dont le premier objet est de le contenir.

Les « cinquièmes colonnes » qui sont pour lui de puissants auxiliaires ont créé « l'espionnisme », la « chasse aux rouges », mis en péril les libertés démocratiques, ranimé les forces de réaction.

Zimmerwald, c'est la seule résistance valable des travailleurs conscients.

Au lendemain des effondrements, les hommes qui résistent sont peu nombreux. Ils s'ignorent. Zimmerwald leur permet de se connaître, de se rassembler, leur donne la confiance nécessaire pour entreprendre.

Deux « blocs » s'affrontent. Nous n'adhérons à aucun.

Avec la même netteté, nous rejetons l'idée de la neutralité, qui ne peut que servir l'un des antagonistes.

Face à la guerre, nous ne sommes pas neutres. Nous sommes contre la guerre. Nous sommes pour la liberté. Nous sommes pour la paix.

Convaincus qu'un conflit mondial ne résoudrait aucun des problèmes posés devant les nations.

Que l'organisation internationale des travailleurs serait seule capable de trouver les solutions acceptables par tous.

Nous appelons les militants de toutes tendances à se joindre à nous pour défendre cette conviction, la répandre, la faire partager par les travailleurs de ce pays.

A l'exemple de Zimmerwald, le regroupement doit se faire sur une nouvelle base, en France comme dans tous les pays. Au sein de chaque organisation, il y a des résistants. Notre ambition est de les appeler à se ressaisir, à se retrouver, à se rencontrer pour préparer le regroupement, le rassemblement tel qu'il fut réalisé en septembre 1915.

C'est la tâche urgente d'aujourd'hui.

* * *

Nous sommes un centre d'information et de discussion sur les problèmes internationaux. Les questions économiques et sociales sont fondamentales. Par des enquêtes, des voyages, des conférences, nous cherchons à connaître et à faire connaître la réalité de chaque pays.

Pour se ressaisir, les travailleurs doivent d'abord être informés. Ils doivent se méfier des propagandes intéressées et des camouflages savants.

Rechercher la vérité et la dire, c'est défendre la paix.

Il est possible de vaincre les forces qui se conjuguent depuis trop longtemps pour obscurcir le sens de classe et le désir de paix des travailleurs.

Paris, le 16 décembre 1951.

Nos Statuts

Article premier. – Il est formé entre les camarades soussignés et ceux qui adhéreront par la suite une association sans but lucratif. libre et non déclarée, qui sera régie par les présents statuts.

Art. 2. – La dénomination de l'association est : « CERCLE ZIMMERWALD ».

Art. 3. – Le Cercle Zimmerwald a pour objet de maintenir, de développer et de renforcer les principes internationalistes parmi les travailleurs.

Art. 4. – Son siège est à Paris, 78, rue de l'Université.

Art. 5. – La durée de l'association est illimitée.

COMPOSITION

Art. 6. – Le Cercle Zimmerwald se compose de membres actifs. Pour en faire partie, il faut être présenté par deux membres actifs et accepté par le comité.

Art. 7. – La cotisation est annuelle. Elle est de 1.000 francs. Son taux est révisable chaque année. La cotisation peut être versée en plusieurs fois.

Art. 8. – L'adhésion entraîne de plein droit l'adhésion aux présents statuts.

Art 9. – Perdent la qualité de membre de l'association :

- a) ceux qui envoient leur démission au comité ;
- b) ceux qui ne paient pas leur cotisation après deux rappels du trésorier.

RESSOURCES

Art. 10. – Les ressources de l'association se composent de la cotisation annuelle des membres actifs. Ceux-ci peuvent, s'ils le désirent, verser une cotisation supplémentaire, qui ne leur donnera aucun droit de plus que les autres.

Le Cercle Zimmerwald n'accepte aucune subvention d'aucune sorte.

Art. 11. – Chaque année, tous les membres du Cercle recevront un compte rendu complet des recettes et des dépenses sur lequel ils auront à donner leur avis en assemblée générale.

ADMINISTRATION

Art. 12. – L'administration est confiée à un comité composé d'au moins douze membres nommés par l'assemblée générale.

Le comité sera intégralement renouvelé tous les ans. Tout membre sortant sera rééligible.

Les candidatures au comité seront déclarées au comité en fonctions avant le 15 décembre de chaque année et portées à la connaissance des adhérents dans la convocation à l'assemblée générale.

Art. 13. – Le comité désigne un bureau composé d'un ou de plusieurs secrétaires et d'un trésorier. Chaque année, après l'assemblée, le comité renouvelle son bureau.

Les fonctions de membre du comité et de membre du bureau sont entièrement gratuites.

Art. 14. – Le comité se réunit une fois par mois. Ses délibérations sont enregistrées dans des procès-verbaux, inscrits sur un livre spécial où sont également copiés les procès-verbaux des assemblées générales...

Art. 15. – Les travaux du comité font l'objet d'un rapport moral devant l'assemblée.

Art. 16. – Le comité organise des réunions et des conférences pour propager les buts du Cercle. Ces réunions et conférences sont toujours gratuites.

Il constitue avec les militants désireux de participer activement à la vie du Cercle un réseau de commissions chargées d'étudier les grands problèmes internationaux. .

Il peut éditer un bulletin intérieur, périodique ou non, réservé aux membres du

Cercles, où seront insérés, notamment les procès-verbaux des comités et des assemblées générales, ainsi que le rapport financier.

Art. 17. – Les comptes sont vérifiées par une commission nommée par l'assemblée et prise en dehors des membres du comité.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Art. 18. – L'assemblée générale se réunit chaque année dans le mois de janvier.

Elle se compose de tous les membres du Cercle à jour de leur cotisation au 31 décembre.

Avant le 15 décembre, les membres du Cercle qui désirent voir une question figurer à l'ordre du jour de l'assemblée doivent en saisir le comité.

Art. 19. – Les convocations individuelles doivent parvenir aux membres du Cercle quinze jours avant l'assemblée. Elles indiquent l'ordre du jour. Elles sont accompagnées du rapport moral et du rapport financier ainsi que du rapport de la commission de contrôle. La liste des candidats au comité doit également être jointe.

Art. 20. – Les camarades qui ne peuvent être présents à l'assemblée générale ont la faculté de s'y faire représenter, à condition que ce soit par un autre membre du Cercle également à jour de ses cotisations. Le mandataire doit présenter un mandat écrit et signé.

Art. 21. – Pour être valable, l'assemblée générale doit réunir au moins la moitié des adhérents, présents ou représentés.

Sinon elle fait l'objet d'une nouvelle convocation dans le délai d'un mois. Aucun quorum ne sera alors exigé.

L'assemblée désigne son propre bureau. Elle discute ensuite le rapport moral et le rapport financier, les approuve ou les repousse à la majorité des voix présentes ou représentées.

Puis elle nomme le nouveau comité, par bulletin secret, sur la liste des candidatures portée préalablement à la connaissance des adhérents. L'ordre des candidats sur cette liste résulte d'un tirage au sort fait en réunion du comité sortant. Les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix sont élus dans la limite du nombre de sièges décidé par l'assemblée, au minimum douze. Les camarades qui se font représenter confient leur bulletin à leur mandataire.

Dans les autres votes, chaque camarade, présent à l'assemblée dispose de sa voix et de celles des membres du Cercle qu'il représente. Ces votes se font par appel nominal. L'assemblée peut toujours décider qu'un vote quelconque aura lieu, par bulletin secret, pour les présents, et pour les représentés.

Art. 22. – L'assemblée générale ordinaire peut toujours modifier les statuts mais à condition que les modifications aient été proposées avant le 15 décembre et soumises à tous les adhérents avec l'ordre du jour.

Art. 23. – L'assemblée générale ordinaire ou une assemblée générale convoquée extraordinairement peut décider seule la dissolution du Cercle.

En cas de dissolution, si les recettes présentent un excédent sur les dépenses, cet excédent sera versé à une association analogue ou à une œuvre de solidarité ouvrière.

A nos premiers lecteurs

Notre avenir dépend de votre accueil.

Devions-nous rester silencieux devant les événements survenus en U.R.S.S. depuis la mort de Staline ? C'était impossible !

Au moment où les communistes du monde s'émeuvent des révélations de Khrouchtchev, nous ne pouvions continuer à nous taire.

Nous nous adressons, en ce premier numéro, particulièrement aux membres du parti communiste français.

Les camarades qui nous connaissent déjà et qui suivent notre effort d'un œil amical, qui participent à nos conférences mensuelles, sont instamment priés de nous aider à répandre ce premier numéro, surtout parmi les militants communistes.

Qu'ils nous commandent d'urgence les exemplaires dont ils peuvent assurer la diffusion.

Prix du numéro : 150 francs.

Cinq numéros : franco, 500 francs. Dix numéros : franco, 1.000 francs.

Adressez vos commandes sans tarder au Cercle Zimmerwald, Boîte postale 61-07, Paris (7^e).

Chèque Postal : Cercle Zimmerwald, Compte n° 8490-16, Paris.

* * *

Vous pouvez aussi nous communiquer les adresses des militants communistes de votre connaissance que ce premier numéro intéresserait. Nous leur en ferons aussitôt l'envoi.

* * *

Ne vous déplacez pas inutilement : notre Siège est 78, rue de l'Université, mais nous n'y possédons pas de permanence. Ecrivez à notre boîte postale 61-07, Paris (7^e). Nous vous répondrons.

* * *

Ce premier numéro parviendra à un certain nombre de camarades dont nous avons recueilli les adresses. C'est un effort financier important que nous faisons. Nous demandons à nos lecteurs de nous aider en nous envoyant le prix de ce premier numéro fixé à 150 francs.

Nous espérons continuer notre effort par la publication régulière, chaque trimestre, d'un cahier consacré à l'étude des problèmes internationaux et à la renaissance de l'internationalisme ouvrier.

Le Cercle Zimmerwald a été fondé en décembre 1951 pour maintenir, développer et renforcer les principes internationalistes parmi les travailleurs.

Son conseil d'administration est actuellement composé comme suit :

Chambelland, Charbit, Guilloché, Andrée Limbour, Marceau Pivert, Martinet, Pierre Monatte, Muglioni, Alfred Rosmer, Ruffin, Thevenon, Walusinski.

Lettre aux membres du parti communiste français

*Après le vingtième congrès du parti communiste de
l'U.R.S.S. et la publication du rapport de Khrouchtchev sur
Staline*

Camarades,

Le quatorzième congrès de votre parti va se tenir. Il devrait avoir une importance particulière en raison des révélations faites et des décisions prises au vingtième congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., réuni en février. Mais nous croyons que ni la manière dont vous êtes informés des changements survenus en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, ni le projet de thèses qui a été publié ne permettront à votre congrès de se tenir dans la clarté et d'aborder certains problèmes décisifs. Ces problèmes, que pendant des années on vous a empêchés d'apercevoir, ce qui vient d'être révélé à Moscou peut aujourd'hui vous en donner une idée. Votre congrès ne les résoudra pas. Mais nous voulons qu'ils soient posés, sinon au congrès même, du moins devant votre conscience. Voilà pourquoi nous intervenons.



Pierre Monatte

Quel droit avons-nous d'intervenir ? Voici ce que nous sommes : nous nous réclamons de Zimmerwald. C'est là que furent maintenus, en septembre 1915, l'internationalisme, prolétarien et la volonté révolutionnaire qui permirent Octobre 1917. Des hommes comme Pierre Monatte et Alfred Rosmer comptent parmi ceux qui, en France, – après avoir résisté à la vague nationaliste de 1914 – furent, avec Marcel Martinet et Raymond Lefebvre, les artisans de l'immense espérance alors soulevée dans le monde. Certains d'entre nous ont appartenu, à des époques différentes, au parti communiste. Ne vous hâtez pas trop de penser que nous sommes des renégats ou des provocateurs. Vous en avez pensé autant de Tito et de Rajk. C'est par des accusations de ce genre que vos

dirigeants empêchaient de mettre en question les méthodes politiques qu'aujourd'hui ils condamnent. Demandez-vous ce qui vous serait arrivé, il y a trois ans, si vous aviez dénoncé le culte de Staline, approuvé l'attitude de Tito ou affirmé l'innocence de Rajk. Or, le vingtième congrès et le rapport de Khrouchtchev ont seulement confirmé ce que nous-mêmes

disions déjà de la dictature de Staline, de ses crimes et, entre autres, des procès odieux sur lesquels vous admettez à présent la vérité.

L'article 38, du projet de thèses vous invite à en finir avec « les restes de sectarisme » qui subsistent dans vos propres rangs. Ou bien cela ne signifie rien" ou bien cela signifie que vous devrez faire un effort pour connaître l'opinion de ceux qui pensent sincèrement servir, à leur façon, le socialisme. Tel est notre cas.

Si nous intervenons à l'occasion de votre quatorzième congrès, c'est pour que la vérité soit établie. Nous souhaitons que vous réfléchissiez sur quelques-unes des révélations faites au vingtième congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. Parmi les maux qui y ont été dénoncés, c'est du culte de la personnalité qu'on parle le plus. Ne perdez pas de vue, que cela désigne des erreurs, des injustices, des crimes, et un mal à notre sens grave parmi les plus graves : le mensonge érigé en système politique.

Pierre Courtade, dans ses commentaires de *l'Humanité* sur le vingtième congrès, a rappelé la parole de Gramsci : *La vérité est révolutionnaire*. On n'est pas quitte avec une telle parole en la citant. Il faut lui donner tout son sens.

Il ne faut pas dissimuler *comment* le pouvoir conquis par les ouvriers et les paysans russes a été escroqué, comment la dictature du prolétariat est devenue celle d'un homme qu'on a de son vivant encensé comme un dieu et qu'on s'est mis à présenter comme un despote sanguinaire trois ans après sa mort. Et les commentaires d'un Courtade ne sauraient suffire. C'est à vos dirigeants, aux Maurice Thorez, aux Jacques Duclos, aux Marcel Servin, de s'expliquer devant vous.

LES MENSONGES

On vous a menti beaucoup. On vous a menti longtemps. On vous a menti, par exemple, au sujet de la Yougoslavie et à l'occasion des procès de Hongrie et de Bulgarie : voilà qui est à présent reconnu.

Sur l'affaire yougoslave, vous avez lu l'article 40 du projet de thèses. Vous avez pu lire dans *l'Humanité* la cinglante mise au point du journal yougoslave *Barba*. Mais il n'était pas besoin de cette réponse pour que vous vous rappeliez comment les choses s'étaient passées. Considérer la politique de Tito comme dangereuse pour le socialisme était une chose ; accuser Tito, pour cette raison ou pour une autre, d'être un agent de l'impérialisme et son gouvernement d'être fasciste était une autre chose. C'est ce qu'on faisait. Ce n'était pas une erreur, c'était une calomnie. Voilà le mensonge érigé en système politique. « Je peux démontrer par une analyse marxiste, écrivait alors Pierre Courtade, que le régime yougoslave est un régime fasciste ». Que faudrait-il alors penser de l'analyse marxiste ? Ou que faut-il penser de Pierre Courtade ? Que faut-il penser de ceux sur l'ordre de qui il s'offrait à faire cette démonstration ? Et n'est-ce pas plutôt le régime soviétique qui s'était mis à ressembler à un régime fasciste ?

Aujourd'hui, justice est rendue à la Yougoslavie. Il est heureux qu'elle ait pu tenir en attendant. Mais le sort auquel a échappé la Yougoslavie n'a-t-il pas été celui de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Bulgarie, de l'Allemagne orientale ? Vous vouliez de toutes vos forces que la France devienne un jour une démocratie populaire à la manière tchécoslovaque et vous faisiez tout pour cela. Le moins qu'on puisse dire est qu'il a mieux valu que cela n'arrive pas avant la mort de

Staline. Vous pouvez comprendre en tout cas, sinon admettre. pourquoi, dans l'intérêt même de la classe ouvrière française, dans l'intérêt du socialisme, nous ne voulions pas de cela, nous.

Aujourd'hui, Rajk et Kostov sont réhabilités. D'autres le sont. D'autres vont l'être « Quant à nous – disait Duclos – nous trouvons aussi étrange qu'inacceptable la sensiblerie qui sert de thème à une tentative d'apitoiement sur le sort des traîtres dont les plans auraient coûté bien des vies humaines s'ils avaient réussi. » Vous vous rappelez l'affaire Rosenberg, camarades, et votre indignation. L'affaire Rosenberg peut-elle même être comparée aux milliers d'affaires à présent révélées en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires ? Des héros. vos héros, ont été là-bas assassinés judiciairement. Il y a eu pire : avant de les assassiner, on les a obligés de se déshonorer ;' les condamnant comme traîtres et comme espions, on leur a fait avouer qu'ils l'étaient, et vous l'avez cru ! On les a fait mentir à la classe ouvrière du monde entier.

Que penser d'un régime qui rend cela possible ?

Qu'il s'agisse de Rajk ou de Tito, rappelez-vous le doute et l'incrédulité que vous avez rencontrés autour de vous parmi les socialistes, les anarchistes, les syndicalistes, les progressistes. Mais, à vous, l'in vraisemblable paraissait croyable. Qu'avait-on fait de vous pour que vous en fussiez là ? Vous pensiez que les autres étaient aveuglés et c'est vous qui l'étiez. Le doute régnait parmi les sympathisants, mais les militants ne se permettaient pas le doute. Ils croyaient leurs dirigeants, leurs orateurs, leurs journalistes. La presse bourgeoise ment, nous le savons tous. Il est arrivé à la presse communiste de mentir plus encore, voilà ce que beaucoup d'entre vous viennent d'apprendre, et qui mérite réflexion.

On vous a trompés, camarades, et vous vous êtes laissés tromper.

Tout ne peut pas être mis sur le dos de Béria et de sa clique. Quels que puissent être les crimes de Béria, ne vous êtes-vous pas demandé, en le voyant accusé, à son tour, d'avoir été depuis des années un agent impérialiste, si cela était bien vrai ? Et, quel qu'il ait été, comment un Béria a-t-il pu trouver les moyens de faire tant de mal ? Et avant Béria, n'y avait-il pas eu Yéjov, et avant Yéjov, n'y avait-il pas eu Yagoda ? N'y aura-t-il plus de Yagoda, de Yéjov, de Béria ? Ne vous êtes-vous pas demandé ce qui serait advenu si Béria avait réussi à s'emparer du pouvoir ? Faut-il penser que rien de ce que vous savez à présent n'aurait été révélé, et que Khrouchtchev et Mikoïan passeraient peut-être aujourd'hui à vos yeux pour avoir été des agents impérialistes depuis des années ?



Marguerite et Alfred Rosmer

Il n'a pas suffi de mettre en cause Béria. Il a fallu se décider à mettre en cause Staline lui-même. Et il n'existe qu'une excuse à l'attitude de Boulganine, de Khrouchtchev et de Mikoïan du vivant de Staline : la terreur que la police faisait régner dans le pays et dans le parti. Mais que penser d'une telle excuse ? Et cela peut expliquer aussi l'attitude des communistes polonais, tchèques, hongrois, roumains, bulgares. Mais cela ne peut pas expliquer l'attitude des communistes français. Thorez et Duclos ne se doutaient-ils de rien ?

« Il fallait serrer les dents », a écrit récemment Jerzy Morawski, secrétaire du comité central du parti ouvrier polonais. On peut comprendre une telle attitude : non pas de la lâcheté, mais l'attente du moment où quelque chose pourrait être fait contre la tyrannie sans nuire à la construction et à la défense du socialisme ; on peut admettre qu'ensuite il n'y ait rien eu à faire « dans les conditions de fanatisme et de terreur engendrées par le culte de la personnalité », comme dit en propres termes Morawski. Mais ne croyez-vous pas qu'il faille faire aussi la part de la servilité ?

Et ne faut-il pas que vous vous demandiez, en tout cas, *comment une telle situation avait pu se créer au pays de la révolution ?*

Il est heureux que les communistes yougoslaves, eux, ne se soient pas soumis. Quant aux communistes français, leur fallait-il « serrer les dents » ? Et passe encore de serrer les dents, mais Thorez était proclamé « le meilleur disciple français de Staline », on publiait une brochure intitulée : « Staline, l'homme que nous aimons le plus », on couvrait d'injures Tito et ceux qui le défendaient, on hurlait à la mort quand Rajk était exécuté.

Peut-être y a-t-il eu dans le parti communiste français des hommes qui serraient les dents ? Il y en a eu, en tout cas, qui serraient les dents hors du parti, faute de pouvoir se faire entendre de vous.

Demandez-vous de quelle manière peuvent être distingués le cas des communistes russes, tchèques, hongrois, polonais et le cas des communistes français. Demandez-vous s'il était un moment, dans le parti communiste français, où, de trompé, on devenait trompeur. En tout cas, que ceux que vous avez crus, vos dirigeants, vos orateurs, vos journalistes, aient été trompés ou trompeurs, *vous avez à leur réclamer des comptes.*

LA CONFIANCE DANS LE PARTI

Nous ne dissimulons pas ce qui est en question : votre confiance dans votre parti.

Selon Courtade, « fondamentalement la politique suivie a été juste ». Et, sur l'ordre de vos chefs, il pourrait le démontrer par une « analyse marxiste », comme il démontrait précédemment, toujours par une « analyse marxiste », que le régime yougoslave était fasciste.

En réalité, camarades, vous faites confiance à vos dirigeants.

Que cette confiance soit une condition de l'action révolutionnaire, cela peut s'admettre. Que des dirigeants révolutionnaires ne puissent pas toujours révéler tout de suite aux militants les raisons de certaines décisions, qu'ils ne puissent pas toujours les informer tout de suite sur certaines situations, cela peut s'admettre aussi. Mais ce qui ne peut être toléré en aucune façon, c'est que l'on donne aux militants de fausses informations et de fausses raisons. La sincérité est la condition de la confiance. L'erreur, soit. Le mensonge, non.

La classe ouvrière ne doit pas être traitée en mineure. Encore moins l'avant-garde de la classe ouvrière. Rappelez-vous la devise de la Première Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Comment cela sera-t-il possible si les travailleurs sont trompés, s'ils se laissent tromper ?

C'est à vous de faire en sorte que tous les mensonges, que tous les forfaits soient dénoncés. C'est à vous de créer les conditions pour qu'il n'y ait pas de nouveaux forfaits ni de nouveaux mensonges. Que les dirigeants et les journalistes de votre parti aient cru agir dans l'intérêt de la classe ouvrière n'enlèverait rien à la gravité de cette situation. Ne devez-vous pas tout faire pour que pareille situation ne renaisse pas ? Et n'est-ce pas une *autocritique* complète et sincère qu'il importe de faire d'abord ?

Cette autocritique n'a pas été faite. La perversité de Béria et ce qu'on appelle les erreurs de Staline ne sont pas une explication véritable de l'entreprise de mensonge et de terreur qui s'est développée dans le pays et dans le parti de la Révolution d'Octobre. Si l'on veut comprendre ce qui a rendu possible cet état de choses et ce qui peut le rendre impossible, la condamnation du culte de la personnalité est très loin de suffire. Singuliers marxistes que ceux qui se contenteraient d'une telle explication. Ce n'est pas seulement à crier : « Vive Staline ! » qu'a consisté le culte de la personnalité. Il importe de connaître tous les faits que risquent de cacher ces mots, et d'apercevoir toutes les causes de ces faits. Comment s'est établie la terreur policière qui s'est exercée contre le peuple soviétique, contre les hommes d'Octobre, contre les staliniens eux-mêmes ? Peut-être préférez-vous laver votre linge en famille. N'oubliez pourtant pas que si vous considérez votre parti comme le parti de la classe ouvrière, vous devez admettre qu'il a des comptes à rendre à la classe ouvrière tout entière.

LE BILAN DU STALINISME

Il a fallu que Staline soit mort depuis trois ans pour que l'on commence à dénoncer ses erreurs et ses crimes. Et, à Moscou, on ne semble pas avoir tiré les leçons des vingt dernières années.

1° *En U.R.S.S.* – Les succès dans le domaine industriel ne doivent pas faire oublier le prix exorbitant qu'ils ont coûté à la population laborieuse ni laisser inexpliqués les échecs répétés tout récemment reconnus dans le domaine agricole. Le développement de l'instruction, condition du développement d'une économie moderne, est une des raisons d'espérer dans une libération des travailleurs russes qui soit leur œuvre ; mais la pensée, on l'a maintenant reconnu, était opprimée. Si le niveau de vie encore bas des travailleurs peut s'expliquer en partie par l'état arriéré de la Russie au moment de la révolution, rien ne peut excuser l'extrême ouverture de l'éventail des salaires, ni l'inégalité criante des conditions sociales.

Mais le plus grave, et la grande raison de notre opposition, c'est *l'absence du contrôle des travailleurs*, dépossédés, au profit de la bureaucratie, du pouvoir qu'ils avaient conquis.

Nous voulons la justice et la liberté. Quand les bourgeois parlent de liberté et de justice, vous dites que vous voulez une justice réelle et une liberté réelle. Nous aussi. Et nous constatons que le « livret de travail » imposé aux travailleurs de l'U.R.S.S. était aboli en France depuis

longtemps. Nous constatons que l'oppression policière a pu se développer en U.R.S.S. avec tous ses caractères : mouchardage, arrestations arbitraires, tortures, exécutions massives, déportation, travail forcé. Nous constatons qu'une tyrannie a pu s'établir sur les ruines du capitalisme. Nous ne voulons pas du chemin de la tyrannie pour aller au socialisme. Nous ne voulons pas du prétendu socialisme où conduit un tel chemin.

2° *Dans le monde.* – Avant la guerre, la stalinisation de l'Internationale communiste creusa un fossé entre les travailleurs communistes et les travailleurs socialistes. Cette division des travailleurs facilita en Allemagne la prise du pouvoir par Hitler. L'attitude sectaire imposée aux communistes allemands par Staline a eu là les conséquences les plus tragiques pour la cause du socialisme et pour la paix.

En 1939, ce fut le pacte Hitler-Staline et nombre d'entre vous en sont restés longtemps profondément troublés.

Depuis la guerre, l'attitude des partis communistes stalinisés et la politique soviétique n'ont réussi qu'à aggraver la scission ouvrière, à ruiner un peu plus l'internationalisme prolétarien, à solidariser l'immense majorité des travailleurs britanniques et américains avec la politique extérieure de leur bourgeoisie. Ainsi, la coupure du monde en deux blocs a-t-elle atteint le prolétariat mondial lui-même. Et le stalinisme finissait par menacer l'unité de ce que les staliniens appelaient le « camp du socialisme », comme le drame yougoslave l'a montré.

3° *En France.* – Les conséquences de la division des travailleurs se font particulièrement sentir. Sur le plan syndical, l'unité a été brisée parce que vos dirigeants n'ont jamais renoncé à faire des syndicats une courroie de transmission de leur politique. Sur le plan politique, nous n'ignorons rien des reproches que méritent les dirigeants socialistes, mais vous devez vous en prendre à vous-mêmes de la méfiance que les travailleurs socialistes – et pas seulement leurs chefs – éprouvent à votre égard. Et il faut que vous vous rendiez compte que ce ne sont pas des faux-semblants qui réussiront à dissiper cette méfiance.

Lourd est le passif du stalinisme ! Encore ne faut-il pas que se perde dans ce bilan la raison de notre condamnation *absolue* : la fin ne justifie pas les moyens ; il est des moyens qui dénaturent la fin ; il est des moyens *absolument inadmissibles*. On peut discuter de ce qui serait arrivé sans le stalinisme. Mais il est une chose indiscutable à nos yeux, et qui devrait être indiscutable aux vôtres après le vingtième congrès du parti communiste russe et le rapport de Khrouchtchev :

Il fallait dire : Non ! à ce qui se passait dans la Russie de Staline.

Nous disions : « Non ! » et vous disiez : « Oui ! ». C'est de ce « Oui » et de ce « Non » qu'il s'agit entre nous.

LES CAUSES DU MAL

Le mal dont souffre le mouvement ouvrier international a des causes précises. Une de ces causes est la manière dont le stalinisme a dénaturé le socialisme. Et s'il y a un certain malaise dans votre parti, la cause en est peut-être là aussi.

C'est à *l'unité ouvrière* que se trouve consacrée la septième partie du projet de thèses. Il faut que vous perceviez nettement les conditions de l'unité ouvrière. Elle sera démocratique ou ne sera pas. Les conclusions en sont la libre détermination et donc la libre discussion. Une discipline stricte des militants au stade de l'exécution, soit. Mais une discussion ouverte, libre, sans arrière-pensée au stade de l'orientation. Les désaccords doivent pouvoir s'exprimer.

Rosa Luxembourg écrivait :

« La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres du parti, fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra, ce n'est pas la liberté. La liberté, c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme pour la « justice », mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salutaire et de purifiant dans la liberté politique tient à cela, et qu'elle perd son efficacité quand la « liberté » devient un privilège. »

On a commencé de vous révéler que cette liberté avait été respectée par le parti bolchevik au temps de Lénine. Dans la période la plus dure de la guerre civile et de l'intervention étrangère, les congrès du parti étaient convoqués, et des opinions diverses pouvaient s'y exprimer librement. Cela n'empêcha pas la révolution de triompher, ni les opposants de continuer à servir honnêtement la cause révolutionnaire.

Mais cela cessa. La dictature du prolétariat, par le poids de l'appareil du parti, se transforma en la dictature de Staline.

Pourquoi et comment une telle dégénérescence, qui devait aller rapidement jusqu'à la terreur bestiale, a-t-elle été possible en Russie et dans le parti bolchevik, avant de se propager dans tous les autres partis communistes ?

On ne peut même pas invoquer comme excuse acceptable les exigences de la situation, la nature des difficultés à surmonter, ou plus simplement l'ambition démesurée et malade du seul Staline. Car tout ce qui est arrivé avait été annoncé par Rosa Luxembourg dès 1918, et pressenti par Lénine, au moins à partir de 1923.

Dans le testament de Lénine, – dont on vient de reconnaître l'exactitude après en avoir nié l'existence pendant trente ans –, celui-ci mettait en garde le parti russe, non seulement contre le caractère de Staline, sa déloyauté, sa brutalité, etc., mais aussi contre les méthodes qu'il commençait à imposer au secrétariat du parti. Lénine demandait avec insistance au comité central de retirer à Staline son poste de secrétaire général.

Pourquoi donc le testament de Lénine a-t-il été escamoté ? C'est là sans doute la question cruciale, et, à cette question, force est bien de répondre par une affligeante constatation. Déjà, au moment de la mort de Lénine, en 1924, la déformation bureaucratique avait éteint chez beaucoup de militants la flamme révolutionnaire.

Staline, secrétaire général du parti, était maître de l'organisation ; il pouvait nommer, avantager, récompenser ou punir, placer ou déplacer, révoquer ou retrograder qui bon lui semblait et quand bon lui semblait. C'est dans cette atmosphère de corruption et de favoritisme que s'est développée la servilité à l'égard du chef du parti, du « patron » de l'appareil, servilité qui est devenue la maladie chronique du mouvement et

qui a pris les formes les plus répugnantes et les plus dégradantes de la flagornerie comme de la lâcheté politique.

La liste serait longue à établir des gens qui, capables de montrer à l'occasion un réel courage physique, se sont ensuite révélés manquer totalement de courage politique. Serait, également longue et édifiante la liste de ceux qui, par appétit du pouvoir, ne serait-ce que d'un petit morceau de pouvoir précaire et suspendu au caprice d'un authentique tyran, ont cessé de parler et de se conduire en militants révolutionnaires pour devenir des tyranneaux locaux, tout aussi malfaisants et répugnants que le Tyran n° 1. C'est le cas de la plupart des sous-ordres que Staline eut à sa dévotion pendant son règne.

Et cette explication – qui n'explique certes pas tout est en tout cas beaucoup plus proche de la réalité que celle qui consiste à affirmer aujourd'hui qu'on « serrait les dents » tout en maniant l'encensoir sous les moustaches du despote.

C'est pourquoi le procès du stalinisme tel qu'il est entrepris et étroitement limité aux aspects les plus scandaleux ou les plus négatifs par ceux qui furent du vivant de Staline ses laudateurs les plus serviles, ne crée par les conditions d'un indispensable et fondamental redressement du parti.

POUR UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE

Il s'agit de savoir si c'est selon sa seule volonté que la direction détermine la ligne du parti, ou bien si c'est selon la volonté exprimée par les membres du parti.

Nous savons bien qu'on a des discussions et que l'on prend des décisions dans les cellules communistes, et plus effectivement que dans les sections socialistes. Mais c'est toujours au stade de l'exécution. Il s'agit d'appliquer une politique décidée au sommet sans avoir été élaborée à la base. L'orientation est imposée d'en haut. Et les changements entraînés par le vingtième congrès du parti communiste de l'U.R.S.S. ne font pas exception à cette règle : c'est à Moscou qu'on a commencé de dénoncer le culte de Staline.

On vous a réduits, camarades, au rôle d'exécutants. Si l'émancipation des travailleurs doit être « l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », eh bien ! vous lui tournez le dos.

Dénoncer le culte de la personnalité et revenir au principe de la « direction collective », comme on le fait à Moscou, ne suffit pas. Il ne suffit pas non plus que chaque parti communiste détermine sa propre ligne. Il faut que cette ligne soit déterminée *démocratiquement*. Ce n'est pas assez que la discussion soit libre au sommet. Il faut qu'elle soit entière à la base.

Demandez-vous, camarades, si votre quatorzième congrès donne lieu à une discussion apparente ou à une discussion réelle. Nous craignons – à moins d'un sursaut – les militants – que le quatorzième ne soit comme le treizième et quelques autres un *congrès préfabriqué*. Ce n'est pas la manière dont Marcel Servin a répondu à Claude Morgan, dans la tribune de discussion de « France Nouvelle » qui peut nous faire changer d'avis. On continue d'employer l'intimidation. Vous laisserez-vous intimider ?

On ne pourra dire que le stalinisme est extirpé, tant et aussi longtemps que n'aura pas été transformée complètement la manière dont est organisée la vie intérieure de votre parti, et tant et aussi longtemps que n'auront pas changé du tout au tout *les mœurs de votre parti*.

Nous savons ce qu'il y a de dévouement dans le parti communiste. Mais aucune inquiétude n'a-t-elle jamais été éveillée en vous-mêmes par le fanatisme, les ordres des chefs, l'obéissance passive et de tous les instants, les ambitions, les intrigues, l'intimidation, la suspicion, les exclusions prononcées à la façon des condamnations à mort dans les démocraties populaires : celle d'André Marty, accusé, comme l'avait été Rajk, d'être un policier, celle de Lecœur, celle de Pierre Hervé ?

Il vous faut voir combien ces mœurs enveniment vos rapports avec les travailleurs non communistes, combien les éloignent de vous le mépris, la mauvaise foi, les injures, le mensonge, la violence physique.

Si vous vous interrogez sur le phénomène du stalinisme, tâchez de comprendre tout le mal qu'il vous a fait. S'il y a quelque chose de véritablement changé en U.R.S.S., nous nous en réjouissons. Nous nous demandons s'il y aura quelque chose de changé dans le parti communiste français.

POUR UNE VÉRITABLE AUTOCRITIQUE

Il n'y aura pas d'autocritique véritable tant que n'aura pas eu lieu, dans votre parti, une *discussion complète*.

Il n'y aura pas d'autocritique véritable tant que n'auront pas été apportées, dans le parti, *des informations complètes*. N'aurait-ce pas été la moindre des choses de vous communiquer et de publier le rapport présenté par Khrouchtchev, le 25 février 1956, à une réunion secrète du vingtième congrès ? Il a fallu la divulgation de ce rapport par le « Monde » pour que le bureau politique déclare en demander le texte au comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. La direction du parti communiste français et sa presse, naguère si promptes à répandre, consciemment ou inconsciemment, les mensonges qu'on vient de dénoncer à Moscou, vous communiquent maintenant la vérité au compte-gouttes. Vous restez sur votre soif. Dans aucun parti communiste du monde, on ne livre la vérité d'une manière aussi réticente que dans le parti communiste français. Vous devez connaître la vérité sur les procès de Budapest, de Bucarest, de Sofia, de Prague, sur la façon dont y ont été obtenus des aveux mensongers, sur les procès de Moscou, où, pour la première fois, on entendit des communistes proclamer qu'ils étaient des saboteurs et des traîtres, sur l'histoire de la police soviétique et de ses rapports avec le parti et avec le gouvernement, sur l'histoire du Komintern et du Kominform, sur l'histoire du parti communiste français.

* * *

Ne s'agit-il là que du passé ? Pas du tout. Il s'agit de l'avenir, puisqu'il s'agit des conditions mêmes dans lesquelles vous combattez.

Il est vrai qu'il y a des affaires urgentes, la guerre d'Algérie par exemple. Nous nous opposons dans la mesure de nos forces à cette guerre, comme nous nous étions opposés à la guerre d'Indochine. Mais les affaires urgentes ne doivent pas empêcher l'examen des problèmes fondamentaux.

Nous voulons appeler votre attention et votre réflexion sur le problème du *Parti* et sur le problème de *l'Etat*. Nous voulons vous faire prendre

conscience du danger qu'il y a pour les travailleurs dans l'appareil du *Parti* et dans l'appareil de *l'Etat*. Il se trouve, parmi les ouvriers comme parmi les bourgeois, des hommes qui prennent le goût de commander, le goût d'être servis, le goût d'être flattés. Et il est commode, quand on est au pouvoir, d'user de la contrainte et du mensonge. Comment le contrôle des travailleurs s'exerce a-t-il dans *leur* Etat s'il ne s'exerce pas dès maintenant dans *leur* parti ?

La propriété sociale des moyens de production et d'échange ne suffit pas à définir le socialisme. Elle ne suffit pas à faire disparaître l'exploitation des travailleurs. Elle peut donner naissance à des privilèges d'un genre nouveau. Il importe que les travailleurs conquièrent et conservent *le contrôle effectif de la production et de la répartition*.

L'étatisme n'est pas le socialisme.

Nous ne vous demandons pas de quitter votre parti. Nous savons qu'il n'y a pas en France de parti révolutionnaire où vous puissiez aller. Et nous serions heureux si vous faisiez en sorte que nous puissions un jour reprendre la lutte à vos côtés, dans un parti communiste où il ne faille pas renoncer à penser par soi-même, si vous faisiez en sorte que nous puissions écrire avec vous, après tant de pages noires, une nouvelle page de l'histoire des travailleurs.

Un tel redressement du parti communiste français est-il possible ? La réponse dépend de vous, de votre courage, de votre lucidité. Ne soyez pas seulement courageux hors du parti, soyez courageux à l'intérieur du parti. Il faut que vous sachiez où l'on vous conduit. Il faut que chacun de vous pense par lui-même, que chacun de vous pose des questions, que chacun de vous s'en pose à lui-même.

Dans cette lettre, nous-mêmes n'avons guère fait que poser des questions, et c'est par des questions que nous allons conclure :

1° Les crimes – et non les erreurs ou les fautes – révélés aujourd'hui remontent loin en arrière. Le testament de Lénine date de décembre 1922. Comment avez-vous pu les ignorer ? Vos chefs, qui les connaissaient au moins en partie, ne se sont-ils pas rendus complices par leur silence, sinon par leur approbation ?

2° Le culte de la personnalité est-il une explication suffisante ? N'y a-t-il pas eu en réalité abandon et mépris des principes communistes, dégradation du socialisme ?

3° L'histoire de ces trente dernières années, tant l'histoire de la révolution russe que celle des tentatives de révolution, en Allemagne, en Espagne particulièrement, n'aurait-elle pas été complètement différente si l'Internationale communiste et les partis qui la composaient étaient restés fidèles à l'esprit d'Octobre 1917 ?

4° Sans le pacte germano-russe, le pacte Hitler-Staline, le sort du monde n'aurait-il pas été différent : pas de deuxième guerre mondiale, pas de menaces d'une troisième guerre mondiale, pas de déferlement du nationalisme sur le monde entier ?

5° Un pays où la police a disposé – et dispose peut-être encore – d’une telle puissance de terreur, peut-il être regardé comme le pays du socialisme ?

6° Un pays où les plus grands militants ont pu être froidement assassinés était-il capable d’édifier un Etat ouvrier exprimant l’émancipation ouvrière et paysanne ? N’était-il pas condamné à bâtir un Etat totalitaire à l’image du fascisme et du nazisme ?

7° Depuis la mort de Staline, ou son assassinat, le cycle infernal des crimes staliniens est-il fermé ?



*Répression de l’insurrection
ouvrière, Berlin 1953*

Sans parler même de la mort de Béria et de ses lieutenants, la direction collégiale Khrouchtchev, Boulganine, Mikoïan ne doit-elle pas rendre compte d’un certain nombre de faits : les nombreux morts parmi les grévistes de Prusse orientale en juin 1953. la fusillade de soldats russes ayant refusé de tirer sur les grévistes, les dizaines de milliers d’arrestations et de déportations de grévistes, les 300 grévistes du camp

de Vorkouta fusillés, les 300 autres grévistes du camp de Karaganda fusillés et, plus récemment, le 4 avril dernier, les 200 grévistes fusillés au camp de Mirnoye ?

Les méthodes dictatoriales staliniennes continueraient-elles ?

* * *

La divulgation du rapport de Khrouchtchev a suscité parmi vous cette « légitime émotion » dont une déclaration du bureau politique a dû se faire l’écho. « Il serait absurde de contester, avait déjà reconnu « l’Humanité » après le vingtième congrès, que les critiques posthumes adressées publiquement à Staline, à certains aspects de son œuvre théorique comme à ses méthodes de gouvernement, ont eu non seulement sur les militants communistes, mais sur des millions de Français, un effet de choc. » Mais il semble que dans le parti communiste français, on ait voulu amortir ce choc et qu’on veuille en affaiblir le contre-coup. Si ce choc vous a réveillés, camarades, ne vous rendormez pas, ne vous laissez pas rendormir !

Le Cercle Zimmerwald.
(78, rue de l’Université, Paris-7^e).